

## Reconfinement : sur les réseaux sociaux, mobilisation pour que les librairies restent ouvertes

france  
inter

Par Xavier Demagny mis à jour le 30 octobre 2020 à 20h00 | publié le 30 octobre 2020 à 13h10

De Joan Sfar à Riad Sattouf, de Tatiana de Rosnay à François Busnel : dessinateurs, écrivains, critiques se mobilisent pour que les librairies rouvrent rapidement, malgré le confinement.



Les dessins de Riad Sattouf (à gauche) et de Joan Sfar (à droite) ont fait le tour des réseaux sociaux. © Riad Sattouf / Joan Sfar

**Commerce essentiel ?** Au grand désespoir de certains, les librairies ne font pas partie des commerces qui peuvent, malgré le confinement, rester ouverts. Ainsi, de nombreux magasins ont dû fermer boutique jeudi soir, sans réelles perspectives sur les prochaines semaines. Le chef de l'État a bien indiqué que le dispositif du reconfinement serait réévalué tous les quinze jours, mais rien ne dit que les restrictions seront levées pour ces commerces. Alors, pour protester contre cette décision, injuste selon eux, dessinateurs, auteurs ou politiques se mobilisent, notamment sur les réseaux sociaux.

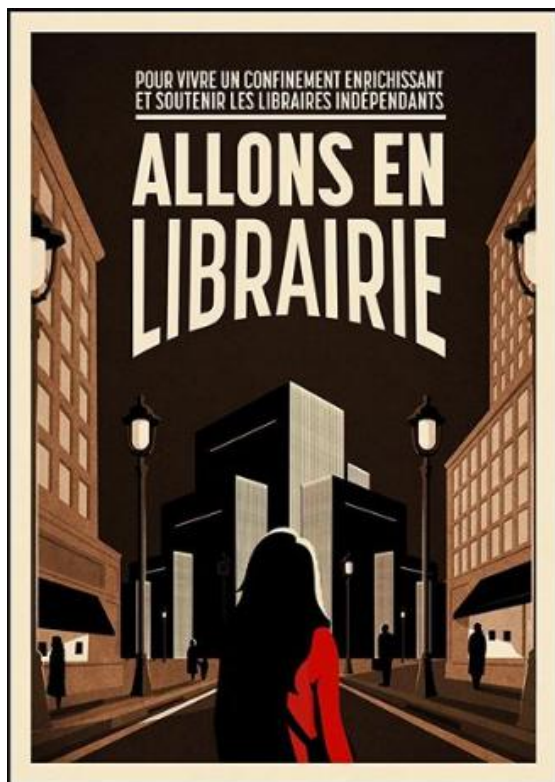
### Les dessinateurs en première ligne

Très rapidement après l'allocution du chef de l'État, de nombreux auteurs ont réclamé le maintien des librairies. C'est le cas du dessinateur Riad Sattouf, auteur des *Cahiers d'Esther* ou de *l'Arabe du futur*. Le dessin de son personnage est d'ailleurs très partagé depuis jeudi matin : on y voit ce petit garçon qui demande de lever la main "si vous voulez que les librairies restent ouvertes".

Le créateur de la série *Le Chat du Rabbín*, Joan Sfar, a lui aussi réagi. "Et on prétend vouloir vaincre le fanatisme en reléguant la culture au rang du dispensable", a-t-il protesté, accompagné d'un dessin de son félin personnage. Le chat, dans une bulle, abonde : "On a des élus qui pensent que les livres ne font pas partie des biens essentiels."

"La fermeture des librairies est pour moi une punition : c'est elle qui est irresponsable. Je trouve cela désastreux. Les gens ne mesurent pas la fragilité de la chaîne du livre. Il faut faire plus pour soutenir les librairies", a-t-il d'ailleurs estimé, invité de France Inter, vendredi matin.

Enfin, avant "le grand black-out de la culture" et le début du confinement, l'illustrateur Mathieu Persan avait aussi sorti son crayon pour créer cette affiche qui dit "Allons en librairie". "En rentrant chez vous ce soir, passez donc chez votre libraire faire le plein de nourriture intellectuelle ! (Des pâtes vous en trouverez encore demain, des livres non...)", disait-il. Cette affiche a été massivement relayée.



### De nombreux auteurs mobilisés

Sur Twitter, de grandes signatures ont également protesté contre la fermeture des librairies. Pêle-mêle, les écrivain.e.s Tatiana de Rosnay, Alexandre Jardin, Maxime Chattam, Philippe Labro ou l'économiste Julia Cagé, qui souligne par exemple son incompréhension. "Tous les acteurs du livre, libraires, éditeurs, lecteurs et auteurs, s'élèvent pour demander de faire du livre une cause nationale, un produit d'exception présent en temps d'obscurantisme. Emmanuel Macron peut être le Président qui rouvre les librairies pas celui qui les aura fermées", écrit pour sa part Alexandre Jardin.

### L'appel de François Busnel

Pour faire écho à cette mobilisation, le critique littéraire François Busnel a annoncé qu'il allait lancer une pétition en ligne pour réclamer la réouverture des librairies, une mesure défendue également par de nombreuses personnalités. Selon le journaliste et présentateur de l'émission littéraire de France 5, en fermant les marchands de livres, la France se prive de son "meilleur bataillon pour nous permettre d'affronter l'obscurantisme".

"Il y a des millions de personnes dans ce pays, et on l'a vu juste après le premier confinement, qui ont envie de lire, qui ont besoin de lire. Fermer les librairies, c'est condamner tout un pan de l'économie culturelle, sans doute à vaciller, pour certains à disparaître", a souligné François Busnel, invité de franceinfo. Et le gouvernement fait au passage "un cadeau énorme à une entreprise qui commence par Ama et finit par Zon, dont on connaît les pratiques fiscales", a-t-il ajouté. Le critique littéraire demande à ce que le président Emmanuel Macron reçoive le syndicat des libraires de France, le syndicat national des éditeurs, et les écrivains, pour qu'ils puissent plaider en faveur d'une réouverture.



"S'il vous plaît, laissez les libraires ouvrir, ils rivalisent d'inventivité et se battent comme des fous pour que nous puissions lire. Aujourd'hui, ils savent servir les livres en respectant toutes les mesures sanitaires. L'enjeu est immense", implore-t-il dans un post sur Instagram.

### Les politiques à la rescousse, la réaction du Goncourt

Le monde politique s'est aussi exprimé sur le sujet. "Laissons ouvertes les librairies, les bibliothèques, nous avons besoin de cette fonction-là, de s'évader", a pour sa part lancé l'ancien président François Hollande jeudi, dans l'émission télévisée "Livres & vous" sur Public Sénat. "Nous ne devons sacrifier ni l'éducation, ni la culture, ni les commerces de proximité", a estimé pour sa part la maire de Paris Anne Hidalgo, jeudi, qui "souhaite que nous gardions nos librairies ouvertes". Toujours en région parisienne, la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a expliqué qu'elle aurait "aimé que les librairies soient inscrites au rang des commerces essentiels".

Le prix Goncourt, lui, a été reporté sine die par "solidarité" avec les librairies, contraintes de fermer en raison de l'épidémie de Covid-19 et comme l'avait demandé la profession pour ne pas laisser "porte ouverte" à Amazon. "Pour les académiciens il n'est pas question de remettre [le prix] pour qu'il bénéficie à d'autres plateformes de vente", indique l'Académie. Par ce geste, les académiciens du Goncourt "tiennent à exprimer leur solidarité avec les libraires". Le Goncourt devait être décerné le 10 novembre.

"Dans quinze jours, nous regarderons où nous en sommes pour tous les commerces, pas uniquement les libraires, et nous verrons s'il est possible d'adapter les dispositifs", a promis le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, invité de France Inter vendredi 30 octobre.